



AR Arab Reform Initiative

SÉRIE SUR LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

VIVRE, RESPIRER, LUTTER : GABÈS ET LA NOUVELLE GRAMMAIRE DU POLITIQUE EN TUNISIE

Sofien Jaballah

Publié par :

Arab Reform Initiative

L'Arab Reform Initiative est un groupe de réflexion arabe indépendant qui travaille avec des partenaires experts au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà afin de définir un programme local en faveur du changement démocratique et de la justice sociale. Il mène des recherches et des analyses politiques et offre une tribune à des voix inspirantes, sur la base des principes de diversité, d'impartialité et d'égalité des sexes.

<https://www.arab-reform.net/>

À propos de l'auteur

Sofien Jaballah est maître de conférences à la Faculté des lettres et des sciences humaines de Sfax. Il est titulaire d'un doctorat en sciences sociales et religieuses. Ses principaux centres d'intérêt sont les secteurs « informels » de l'économie et l'immigration.

À propos de l'étude

Cet article s'inscrit dans le projet DIRAIA de l'Arab Reform Initiative — « connaissance » en arabe — acronyme de Developing Inclusive Research through Activism and Informed Advocacy. Axé sur le travail de terrain et la recherche multi-méthodes en Irak, au Liban, au Maroc et en Tunisie, DIRAIA explore la manière dont les communautés et organisations de première ligne se mobilisent autour de revendications environnementales, à l'intersection des injustices socio-économiques et politiques dans l'ensemble de la région. DIRAIA fait partie du réseau Knowledge Alliance for Environmental Defenders (KALLIED), qui réunit 32 organisations issues de 22 pays du Sud global, et est financé par le CRDI (IDRC) du Canada.

Avertissement :

Les informations et opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteur (ou des auteurs) et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Arab Reform Initiative, de son personnel, de son conseil d'administration ou de ses bailleurs de fonds.



© 2026 Arab Reform Initiative.

Cette licence permet aux réutilisateurs de distribuer, remixer, adapter et développer le matériel dans n'importe quel support ou format à des fins non commerciales uniquement, et uniquement à condition que le créateur soit mentionné. Si vous remixez, adaptez ou développez le matériel, vous devez accorder une licence au matériel modifié selon des conditions identiques.

Photo de couverture: Des manifestants brandissant une banderole et scandant des slogans lors d'une manifestation appelant à la fermeture des usines chimiques de la zone industrielle de Ghannouch à Gabès, en Tunisie, en octobre 2025. © EPA Images/Mohamed Messara

Février 2026

Table des matières

Introduction	5
Méthodologie	5
Avant l'événement: ce que dit la recherche de la situation écologique à Gabès	6
L'événement déclencheur : le moment de bifurcation	8
Quand la réaction présidentielle ouvre la boîte de Pandore	8
Campagne, mouvement contestataire et mouvement social : Spécificité de Gabès	10
Stop Pollution Gabès comme campagne de mouvement social	11
Conclusion	15

Introduction

Depuis l'implantation du complexe chimique en 1972,¹ Gabès s'est imposée comme l'un des foyers emblématiques de la conflictualité écologique en Tunisie. La dégradation progressive des oasis, la pollution atmosphérique et marine, la multiplication des maladies respiratoires et des cancers ont façonné, chez une partie de la population, le sentiment de vivre dans un territoire sacrifié au nom d'un modèle de développement imposé d'en haut. Cette situation nourrit un vécu d'injustice environnementale et de vulnérabilité sociale, où se croisent enjeux sanitaires, économiques, territoriaux et symboliques.

Les épisodes d'asphyxie collective de l'automne 2025, touchant notamment des élèves, s'inscrivent dans ce contexte de crise prolongée, mais prennent la forme d'un moment de rupture : un événement qui rend visible ce qui était déjà ressenti, et qui transforme un risque chronique en sujet de conflit public. C'est dans cette séquence que la campagne Stop Pollution–Gabès² se déploie, au croisement

1 Le complexe chimique de Gabès, relevant du Groupe Chimique Tunisien (GCT), est un pôle industriel majeur dédié à la transformation du phosphate (acide phosphorique, engrais). Implanté depuis les années 1970 à proximité de la ville, de l'oasis et du littoral, il concentre des unités de production et des installations de stockage et de rejet, dont le phosphogypse longtemps déversé en mer, avec des effets documentés sur les écosystèmes (dégradation des herbiers, pollution des sédiments, métaux lourds). Le complexe occupe une place ambivalente : il constitue le premier employeur local, ce qui a créé une dépendance économique, tout en étant au cœur d'une contestation durable liée à une pollution atmosphérique et marine chronique.

2 Stop Pollution–Gabès est une campagne citoyenne née à Gabès le 5 juin 2012 (Journée mondiale de l'environnement), initiée par des jeunes activistes locaux et structurée comme un collectif horizontal. Elle se mobilise contre les nuisances industrielles et la pollution liées au complexe chimique de la région, en revendiquant le droit à la vie et à un environnement sain.

entre mobilisation citoyenne, production de contre-discours et remise en cause du modèle chimico-industriel dominant.

Ce papier analytique et critique, se propose d'interroger ce que cette campagne fait à la fois au conflit écologique local, et à la culture contestataire tunisienne. Il s'agit d'en analyser les formes d'action, les cadrages, les acteurs et les registres de politisation qu'elle met en jeu, dans un contexte national marqué par la fermeture du champ politique et la recomposition des modes de protestation.

Les questions de recherche peuvent être formulées ainsi :

- Comment la campagne Stop Pollution–Gabès transforme-t-elle un épisode de pollution aiguë en conflit socio-écologique structuré ?
- Quels cadrages du problème, quels adversaires, quels horizons de solution construit-elle, et avec quels répertoires d'action ?
- Comment cette campagne redéfinit-elle les formes de politisation en Tunisie post-2011, en contestant moins un gouvernement qu'un modèle de développement, et en faisant de la revendication d'un air respirable et d'une vie sans cancer un nouveau langage du politique ?

Méthodologie

Cet article s'appuie sur un matériau à la fois scientifique, médiatique et militant. D'une part, il mobilise la littérature existante sur la crise écologique à Gabès afin de situer empiriquement et historiquement l'« événement » de 2025. D'autre part, l'analyse de contenu qualitative repose sur un corpus numérique constitué, d'une part, de 59 publications/visuels issus de captures d'écran de la page Facebook Stop Pollution–Gabès (séquence septembre–novembre 2025, corpus partiel), et, d'autre part, de 22 publications issues des

captures LinkedIn d'un leader du mouvement. Ce corpus est complété par un sous-corpus de prises de position institutionnelles et médiatiques (discours, communiqués, appels syndicaux, presse). Ce corpus a été codé à partir des apports de la sociologie des mouvements sociaux (framing diagnostic/prognostic, la politique du conflit, WUNC displays, répertoires d'action) et de la sociologie politique des campagnes de mouvement social, afin de reconstituer la séquence de mobilisation, d'identifier les acteurs et les cadrages dominants, et de comprendre comment une série d'épisodes d'asphyxie a été transformée en conflit socio-écologique structuré.

Avant l'événement: ce que dit la recherche de la situation écologique à Gabès

Bien avant les mobilisations de 2025, la littérature scientifique avait déjà établi de manière claire la gravité et la persistance de la crise environnementale à Gabès. Saied et Lahmar montrent que l'implantation du complexe chimique a progressivement transformé l'oasis et son littoral en un espace industriel à forte pollution atmosphérique, entraînant une augmentation documentée des maladies respiratoires et dermatologiques, ainsi qu'un déclin marqué de l'agriculture oasisienne, de la pêche et du tourisme.³ À l'échelle marine, Rabaoui et al. démontrent, à partir de l'analyse de quatre espèces de mollusques prélevées dans le golfe de Gabès, des taux élevés d'accumulation de métaux lourds (notamment Cd, Pb et Hg), corrélés aux rejets de phosphogypse en mer, et associés à la dégradation des herbiers de *Posidonia oceanica*, écosystème marin clé ;⁴ ces

rejets sont estimés à environ 10 millions de tonnes de phosphogypse déversées chaque année dans le golfe de Gabès, ce qui donne l'ordre de grandeur matériel de la pollution chronique qui structure l'écosystème et le conflit socio-écologique local.⁵ Parallèlement, Atoui et Agoubi révèlent que 41 % de l'aquifère du Sud-Gabès présente un risque élevé à très élevé de pollution, en raison de la combinaison entre pression industrielle, surexploitation des nappes et absence de protection hydrogéologique.⁶

Khlifi analyse, via un questionnaire auprès de 500 personnes et des entretiens, les représentations sociales des risques liés à la pollution atmosphérique à Gabès dans le cadre de la théorie de la société du risque (Beck).⁷ L'étude met en évidence une prise de conscience sanitaire et écologique forte, un sentiment d'injustice environnementale et des réponses ambivalentes mêlant résignation, résistances symboliques et attentes de justice environnementale.⁸ Les résultats quantitatifs indiquent des disparités spatiales marquées : à Bouchemma, 27,3 % des enquêtés déclarent des cas d'asthme (contre 10,5 % à El-Zarat). Lors du pic de SO₂ du 6 mai 2017 (enregistré par une station mobile de l'ANPE à Chentech, à 4 km de Bouchemma), 50 % des personnes interrogées dans la zone exposée déclarent des irritations respiratoires, 40 % du même contingent rapportent des troubles respiratoires ou des épisodes d'asphyxie (dont cinq élèves), et 8,3 % déclarent avoir nécessité une intervention médicale

Pollution in the Gulf of Gabes (Tunisia) Using Four Mollusk Species." *Mediterranean Marine Science* 15 (1): 45–58. <https://doi.org/10.12681/mms.504>

5 « Pollution à Gabès : entre justice impossible et colère citoyenne. » *Webmanagercenter*, 29 octobre 2025. Consulté le 21 décembre 2025. <https://www.webmanagercenter.com/2025/10/29/554602/pollution-a-gabes-entre-justice-impossible-et-colere-citoyenne/>

6 Atoui, Mounir, et Belgacem Agoubi. 2022. "Assessment of Groundwater Vulnerability and Pollution Risk Using AVI, SPI, and RGPI Indexes: Applied to Southern Gabes Aquifer System, Tunisia." *Environmental Science and Pollution Research* 29 (33): 50881–50894. <https://doi.org/10.1007/s11356-022-19309-5>

7 Khlifi, Kamel B. Abdesslem. 2025. « Les représentations sociales des risques de la pollution atmosphérique à Bouchemma et El-Zarat (Gabès) : Étude sociologique dans le cadre de la théorie de la société du risque ». *Journal index of exploratory studies* 19 (septembre). Berlin : Democratic Arabic Center GmbH. ISSN 2701-9233. <https://democraticac.de/?p=106359>

8 *Idem*.

3 Saied, Saoussen, et Karim Lahmar. 2021. « L'aménagement écologique au service de l'environnement : Cas de la ville de Gabès et de M'Torrech (Sud-Est Tunisien). » *European Scientific Journal* 17 (14): 300–311.

4 Rabaoui, Lotfi, Rym Balti, Rami Zrelli, et Souha Tlig-Zouari. 2014. "Assessment of Heavy Metals

(17 hospitalisations).⁹ L'auteur conclut à la nécessité d'une gouvernance environnementale participative, d'une planification urbaine sensible aux risques et d'une intégration des savoirs profanes, entendus comme les connaissances issues de l'expérience quotidienne des habitant.es exposé.es (perceptions des odeurs, des pics d'asphyxie, des temporalités de la pollution, des itinéraires d'évitement et des effets sur la santé), pour réduire les inégalités socio-spatiales d'exposition.¹⁰

D'un autre côté, dans son analyse des mobilisations environnementales post-2011, Robert montre que, dans le cas de Gabès, les autorités publiques ont longtemps refusé de reconnaître l'ampleur des nuisances industrielles liées aux activités de transformation du phosphate, menées principalement par le Groupe Chimique Tunisien (GCT).¹¹ Elle souligne qu'à la période étudiée, l'absence d'études épidémiologiques systématiques et de bases de données sanitaires consolidées à l'échelle régionale rendait difficile une mesure publique, cumulative et comparable de l'incidence des pathologies attribuables aux rejets industriels à Gabès. Toutefois, depuis 2023–2024, des travaux médicaux commencent à documenter, à partir de données hospitalières, des corrélations entre exposition à certains polluants atmosphériques et indicateurs respiratoires.¹² Ces recherches restent encore partielles, hospitalo-centrées et circonscrites à des fenêtres temporelles limitées, et ne constituent pas (à ce stade) une base épidémiologique régionale continue, intégrant l'ensemble de la population et permettant des comparaisons robustes dans le temps et entre zones.¹³ Face aux mobilisations locales, sit-in, blocages de production, grèves, le GCT a mis en place, avec le soutien de bailleurs internationaux, une politique dite de « modernisation écologique », combinant communication publique, rencontres avec la société civile et projets environnementaux présentés

comme réconciliateurs.¹⁴ Robert montre toutefois que ces mesures ont eu des effets limités, et qu'elles n'ont pas répondu aux causes structurelles de la pollution.¹⁵ Parallèlement, l'État et les entreprises ont recours à des mesures compensatoires, notamment via les Sociétés d'Environnement, de Plantation et de Jardinage (SEPJ), qui offrent des emplois ou des aides matérielles afin de désamorcer les blocages, au prix d'une dépendance accrue de l'économie locale au complexe industriel. Enfin, les projets de délocalisation des unités de transformation des phosphates vers des zones périphériques (dont Menzel Habib) s'inscrivent dans une tendance plus générale de retrait des installations polluantes des centres urbains et de relocalisation vers des territoires périphériques. Ces délocalisations peuvent alors être lues, dans la démonstration de Robert,¹⁶ comme des « spatial fixes » au sens de Harvey¹⁷ : des arrangements spatiaux précaires visant à surmonter temporairement les contradictions mises en lumière par les conflits environnementaux, mais qui se font au prix de la contamination de nouveaux territoires et sont susceptibles de produire, à leur tour, de nouvelles contestations.

Ainsi, bien avant l'explosion de la contestation, ces travaux convergent pour établir que la crise écologique à Gabès est structurelle, documentée et durable, affectant le vivant, la santé humaine et les ressources naturelles, dans un contexte où les solutions techniques identifiées restent peu ou non mises en œuvre.

9 *Idem.*

10 *Idem.*

11 Robert, Diane. 2020. « Les recompositions des mobilisations locales contre les nuisances industrielles en Tunisie post-2011 : contrer les pollutions et les injustices territoriales ? » *Universitas 2* : 443-452.

12 Abdenneji, S., S. Majdoub Fehri, et H. Kwass. 2024. « Pollution dans la région de Gabès : corrélation avec l'évolution des pneumonies communautaires aiguës ». *Revue des Maladies Respiratoires Actualités* 16 (1): 211–212. <https://doi.org/10.1016/j.rmra.2023.11.435>

13 *Idem.*

14 *Idem.*

15 *Idem.*

16 Diane Robert, « « La pollution, dégage ! » Une approche géographique des mobilisations liées aux nuisances industrielles dans la Tunisie post-2011 », *Carnets de géographes* [Online], 18 | 2024, Online since 02 December 2024, connection on 21 December 2025. URL: <http://journals.openedition.org/cdg/10740>; DOI: <https://doi.org/10.4000/12suz>

17 David Harvey, « Globalization and the 'spatial fix' », *Geographische Revue: Zeitschrift für Literatur und Diskussion* 3, no. 2 (2001): 23–30.

L'événement déclencheur : le moment de bifurcation

Plusieurs centaines de personnes se sont réunies, vendredi 10 octobre 2025, pour protester contre l'usine de traitement des phosphates à Gabès. Cette mobilisation fait suite à une crise sanitaire d'ampleur: depuis le 9 septembre 2025, plus de 180 personnes ont été hospitalisées pour des symptômes d'intoxication au gaz, dont des dizaines d'élèves.¹⁸ Les manifestant.es l'accusent de déverser ses déchets dans la mer et à l'air libre. « Le peuple veut le démantèlement du groupe chimique », « Nous voulons vivre », « Gabès est victime de la pollution et de l'injustice du gouvernement », ont scandé les protestataires rassemblés à l'appel de Stop Pollution. Parmi ces incidents, le 9 septembre, une vingtaine de personnes avaient été hospitalisées pour des problèmes respiratoires liés à des émanations provenant de la même usine.¹⁹ Dans la foulée des premières manifestations et de la montée rapide de la colère à l'automne 2025, la séquence gabésienne s'accompagne d'un durcissement répressif qui confirme qu'on a basculé d'un « incident » sanitaire vers un conflit public structuré. La presse fait état d'interventions sécuritaires, de vagues d'arrestations visant des manifestant.es, y compris des mineur.es, et d'un traitement politico-sécuritaire du mouvement, au moment même où la mobilisation s'élargit (grève générale, soutien syndical, multiplication des appels) et où la critique du modèle chimico-industriel devient plus frontale.²⁰ Cette articulation entre montée en généralité de la cause et montée de la contrainte étatique renforce la lecture de l'automne 2025 comme moment de rupture :

18 Driss Rejichi, « En Tunisie, la colère monte après de nouvelles intoxications par le Groupe chimique tunisien à Gabès », *Le Monde*, 13 octobre 2025, consulté le 21 décembre 2025

19 Gabès : manifestations et grognes sociales contre le complexe chimique après des cas d'asphyxie, » *Tunisie Focus*, 11 octobre 2025.

20 Reuters. 2025. "Once an idyll, Tunisian protest hotspot Gabes now an environmental 'nightmare'." *Reuters*, October 20, 2025.

l'épisode d'asphyxie ne produit pas seulement une indignation, il reconfigure le rapport de forces, cristallise des camps, et installe Stop Pollution-Gabès dans une dynamique durable de contestation socio-écologique.²¹ A fortiori, dans une perspective sociologique, cet épisode peut être appréhendé comme un événement de bifurcation, au sens où l'entendent Bidart et Grossetti : « un moment de rupture qui reconfigure les interprétations du réel, redistribue les possibles et ouvre de nouvelles trajectoires d'action collective, sans que ses effets ne soient mécaniques ni entièrement prévisibles ».²²

Quand la réaction présidentielle ouvre la boîte de Pandore

Le premier discours présidentiel, prononcé le 30 septembre 2025, intervient après l'épisode d'asphyxie et adopte un cadrage d'alarme qui s'apparente à une dénonciation d'écocide : le président qualifie la situation de « crime » et évoque un véritable « assassinat de l'environnement », renvoyant à l'idée d'une région durablement violentée par un modèle industriel imposé depuis des décennies.²³ Trois semaines plus tard, le second discours (21 octobre 2025),²⁴ effectue un net déplacement de cadrage : la crise n'est plus présentée comme le produit

21 *Le Monde*. 2025. "Surge in Tunisia poisoning cases shakes Kais Saïed's presidency." *Le Monde* (Le Monde Africa), October 22, 2025.

22 Bessin, M., Bidart, C. et Grossetti, M. (2009).

1. Les bifurcations, un état de la question en sociologie. Dans M. Grossetti, M. Bessin et C. Bidart *Bifurcations : Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement* (p. 23-35). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.bessi.2009.01.0023>.

23 *Business News*. 2025. « Crise environnementale à Gabès : Kaïs Saïed parle d'« environnement sacrifié ». » *Business News / Turess*, 30 septembre 2025. <https://www.turess.com/fr/businessnews/151873>.

24 Ben Hédi, Raouf. 2025. « Face à la crise de Gabès, Kaïs Saïed dénonce 'les corrompus' et promet des résultats. » *Business News*, 21 octobre 2025. <https://businessnews.com.tn/2025/10/22/face-a-la-crise-de-gabes-kais-saied-denonce-les-corrompus-et-promet-des-resultats/1368818/>.

d'un choix économique structurel, mais comme le résultat de l'action de « corrompus » qu'il faut isoler et « démasquer ». Ce second discours intervient au lendemain de la grève générale régionale appelée par l'UGTT et de la démonstration de force des manifestant.es dans les rues de Gabès, ce qui lui confère une fonction de reprise en main du cadrage officiel de la crise.²⁵ Cette évolution est significative : le premier discours reconnaît une injustice collective et structurelle, tandis que le second repolitise la situation en termes moraux, en opposant un « peuple honnête » à des acteurs accusés de manipuler la souffrance écologique. Ce glissement permet au régime de valider l'indignation, tout en neutralisant son potentiel de contestation, en la ramenant du terrain politico-écologique à un récit moral de purification, ce qui évite de remettre en cause le modèle industriel lui-même. Après ce déplacement, il ne s'agit plus seulement d'un « glissement » interne au même cadrage, mais d'une inflexion nette qui reconfigure la lecture politique de la crise. La reconnaissance d'une injustice historique, ouverte le 30 septembre, cède la place à une mise en soupçon des mobilisations au moment même où celles-ci démontrent une capacité de paralysie collective (grève générale, démonstration de force dans l'espace public). Cette requalification morale a aussi une autre fonction : elle permet de dénoncer les effets de la pollution sans ouvrir, dans les faits, la discussion sur l'architecture économique qui la produit. Autrement dit, la condamnation du désastre peut coexister avec la relance d'un agenda national de redressement par le phosphate et l'objectif d'augmentation forte de la production à l'horizon 2030 ; cette co-présence d'un langage de protection de la vie et d'un horizon de croissance extractive durcit la conflictualité, parce qu'elle rend lisible, pour les acteurs mobilisés, l'écart entre la parole présidentielle et la trajectoire matérielle de l'État en matière de choix industriels.²⁶

Surtout, ce second discours agit comme un véritable ouvre-boîte de Pandore dans la relation entre le mouvement et la présidence. Jusqu'ici,

25 Tarek Amara. 2025. "General strike, protests paralyze Tunisia's Gabes over pollution crisis." *Reuters*, October 21, 2025.

26 Monia Ben Hamadi, "Surge in Tunisia Poisoning Cases Shakes Kais Saied's Presidency," *Le Monde*, October 22, 2025, accessed December 21, 2025, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2025/10/22/surge-in-tunisia-poisoning-cases-shakes-kais-saied-s-presidency_6746669_124.html

une partie des acteurs de Gabès pouvait encore espérer une réaction positive de Kaïs Saïed, perçu comme celui qui avait, avant son élection, dénoncé l'injustice écologique subie par la région. Cette attente d'une intervention présidentielle s'inscrit aussi dans une configuration politique plus large, où la figure du chef de l'État est mise en scène comme instance d'arbitrage au-dessus des administrations, et comme « réparateur » des torts produits par les élites et les appareils.²⁷ Dans cette grammaire, une partie des colères sociales tend à se formuler moins comme une interpellation de politiques publiques négociables que comme une requête adressée au président pour « trancher », « rétablir la justice » et « mettre fin aux abus », ce qui nourrit à la fois une politique de l'attente et une personnalisation des solutions. C'est précisément pourquoi, dans le cas de Gabès, le basculement est si coûteux symboliquement : quand la présidence cesse d'apparaître comme recours possible et se met à disqualifier la protestation, l'objet du conflit se reconfigure et la cible se rapproche du centre du pouvoir. En choisissant de criminaliser implicitement la mobilisation, en parlant de manipulation, de semeurs de désordre, de « corrompus » tapis derrière la colère populaire, le président rompt ce contrat symbolique. Celui qui se présentait comme l'incarnation de la « volonté du peuple » apparaît désormais, aux yeux de nombreux habitant.es, comme le représentant d'un État qui continue d'asphyxier toute une région au nom de la rentabilité industrielle. Dans les jours qui suivent, ce registre moral n'est pas resté une simple rhétorique : il s'est accompagné d'un durcissement visible de la gestion sécuritaire de la séquence. Les mobilisations d'octobre ne se limitent pas à des cortèges « déclaratifs » : on observe aussi des tentatives d'accès au site du Groupe chimique, des occupations brèves et une montée de la confrontation autour d'un espace industriel protégé,²⁸ ce qui contribue à

27 Lakhel, Malek. 2023. « Tunisie : La nation et ses traites · ses ». *Arab Reform Initiative*, 12 décembre 2023. Consulté le 21 décembre 2025.

<https://www.arab-reform.net/fr/publication/tunisie-la-nation-et-ses-traites%E2%88%99ses/>

28 TV5MONDE. S. d. « Tunisie : manifestations contre une usine dans le sud après des cas d'asphyxie ». Consulté le 21 décembre 2025. <https://information.tv5monde.com/afrique/tunisie-manifestations-contre-une-usine-dans-le-sud-apres-des-cas-dasphyxie-2793576.;>

Le Monde. 2025. « Tunisie : autour de l'usine de phosphates de Gabès, le nombre d'intoxications explose et la colère enfle ». 16 octobre 2025. Consulté

requalifier la contestation en « désordre » à contenir. Dans ce contexte, les arrestations et les poursuites rapportées par plusieurs médias²⁹ ne relèvent pas d'un détail périphérique : elles matérialisent le passage d'un cadrage présidentiel qui délégitime la colère (« manipulée ») à une politique de dissuasion concrète, qui redéfinit les manifestant.es non plus comme des victimes d'un écocide, mais comme des acteurs problématiques pour l'ordre public. Ce basculement contribue à politiser davantage la mobilisation contre le président lui-même : de figure potentiellement alliée, il devient progressivement l'incarnation du camp adverse, celui qui protège le complexe chimique et prolonge, par ses choix et ses mots, la logique qui tue Gabès à petit feu.

Campagne, mouvement contestataire et mouvement social : Spécificité de Gabès

Un mouvement social se définit comme une forme d'action collective organisée visant à transformer ou à défendre un ordre social donné.³⁰ Della Porta le conçoit comme un réseau d'acteurs et d'organisations informelles, liés par des valeurs

le 21 décembre 2025. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/16/tunisie-autour-de-l-usine-de-phosphates-de-gabes-le-nombre-d-intoxications-explose-et-la-colere-enfle_6647104_3212.htm

29 Jeune Afrique. S. d. « En Tunisie, des dizaines d'arrestations à Gabès après des manifestations anti-pollution ». Consulté le 21 décembre 2025. <https://www.jeuneafrique.com/1732323/politique/en-tunisie-des-dizaines-d-arrestations-a-gabes-apres-des-manifestations-anti-pollution/>; Fédération internationale pour les droits humains (FIDH). S. d. « Tunisie : la répression des manifestations pacifiques à Gabès doit ... ». Consulté le 21 décembre 2025. <https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/tunisie/tunisie-la-repression-des-manifestations-pacifiques-a-gabes-doit>

30 Neveu, Erik. 2020. *Sociologie des mouvements sociaux*. 7^e éd. Paris : La Découverte.

partagées, une identité collective et des pratiques de solidarité.³¹

À la lumière des théories sociologiques des mouvements sociaux, la mobilisation écologique de Gabès présente toutes les caractéristiques d'un mouvement social structuré. Elle repose sur un réseau d'acteurs hétérogènes mais reliés par une identité collective écologique, allant des différentes formes d'action collective, notamment Stop Pollution- Gabès, aux citoyen.nes ordinaires, en passant par des syndicats locaux.³² Cette mobilisation exprime également un « agir-ensemble intentionnel »³³ : les habitant.es identifient un adversaire (le complexe chimique, la politique industrielle de l'État), définissent des revendications totales (droit à la vie, à la santé, à l'environnement et à la ville), et déploient un répertoire d'action collective (marches, sit-in, pétitions, campagnes numériques) en cohérence avec la tradition des campagnes à la Tilly et Tarrow.³⁴

Dans une perspective tourainienne,³⁵ la mobilisation gabésienne n'est pas seulement une réaction locale : elle constitue une action collective orientée vers un changement structurel.³⁶ Elle cherche à reconfigurer les priorités de l'État, passant d'une logique de rentabilité industrielle à une logique de protection de la vie, et à imposer un nouveau rapport entre société, environnement et pouvoir, dans un contexte marqué par un modèle extractif extraverti où les priorités économiques nationales et internationales l'emportent sur la santé des populations locales. Le mouvement écologique de Gabès s'inscrit ainsi dans ce que Touraine décrit comme la « mise en cause du pouvoir », puisqu'il conteste la domination technocratique et le monopole étatique sur la définition du « développement ».³⁷

31 Della Porta, Donatella. « 13. Mouvements sociaux et violence politique ». Les violences politiques en Europe Un état les lieux, La Découverte, 2010. p.271-291. CAIRN.INFO, shs.cairn.info/les-violences-politiques-en-europe--9782707164582-page-271?lang=fr.

32 Della porta, *op,cit*.

33 Neveu, *op, cit*.

34 Tilly, C. et Tarrow, S. (2015). Chapitre 6 / Les mouvements sociaux. Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution (p. 193-232). Presses de Sciences Po. <https://shs.cairn.info/politique-s-du-conflit--9782724618006-page-193?lang=fr>.

35 Touraine, Alain. *La Société post-industrielle : naissance d'une société*. Paris : Denoël, 1969.

36 Idem.

37 Touraine, *op,cit*.

Cette dynamique rejoint et prolonge une conceptualisation empirico-inductive des campagnes et de mouvements sociaux produite à partir du cas tunisien.³⁸ Le mouvement de Gabès repose en effet sur un diagnostic partagé (Framing): la reconnaissance collective d'un problème (pollution structurelle), l'identification d'un responsable (État, industrie chimique), et la formulation de solutions (transformation du modèle industriel, justice environnementale).³⁹ Comme dans la séquence révolutionnaire allant du 17 décembre 2010 au 14 Janvier 2011,⁴⁰ on observe une unification du sens à travers des slogans et des récits communs, une pluralité de classes et de catégories sociales mobilisées, et un horizon stratégique qui dépasse la simple protestation pour viser une transformation du mode de vie et du développement.

Enfin, conformément à la notion de métapolitique,⁴¹ le mouvement de Gabès ne se limite pas à interpeller l'État : il propose un projet alternatif de société, fondé sur la protection de la santé, la dignité environnementale et la justice territoriale.

Ainsi, la mobilisation écologique de Gabès apparaît non seulement comme un mouvement social pleinement constitué, mais aussi comme une bifurcation dans la culture contestataire tunisienne, où l'exigence écologique devient un nouveau langage politique.

Stop Pollution Gabès comme campagne de mouvement social

La campagne Stop Pollution-Gabès est une initiative citoyenne régionale née officiellement le 5 juin 2012, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.⁴² Cette date marque à la fois la cristallisation du nom du mouvement et sa première apparition publique structurée, dans un contexte post-révolutionnaire où une partie des habitant.es de Gabès pensaient que la chute du régime autoritaire aurait mis fin aux atteintes environnementales liées au complexe chimique.⁴³ La réalité de la pollution persistante a rapidement fait émerger un sentiment de désillusion, transformé en action collective autour d'un mot d'ordre simple et fédérateur : « N7eb N3ich » (Je veux vivre).⁴⁴

À ses débuts, Stop Pollution-Gabès s'est constituée comme une campagne horizontale et non partisane, portée par des jeunes militant.es locaux.ales, issus principalement des milieux associatifs et des cercles de défense des droits humains à Gabès.⁴⁵ Le choix organisationnel est dès l'origine clair : se définir comme un collectif citoyen plutôt que comme une coalition d'associations ou une structure formelle, afin de préserver une ouverture maximale, une souplesse d'action et une capacité d'agrégation de profils sociaux et idéologiques divers.⁴⁶ Cette orientation vise à éviter toute confiscation de la cause environnementale par des logiques partisans ou institutionnelles, tout en maintenant une capacité de pression collective sur les décideurs publics.

Le noyau fondateur du mouvement se caractérise

38 جاب الله، سفيان. 2019. «منيش مسامح، فاش نستناو، باستنا: مقارنة سوسيوولوجية للحملات الشبايية في تونس». في سوسيوولوجيا الفعل الجماعي في تونس: تعدد طرق الانخراط وتنوع أشكال الاحتجاج، الكؤاس عدد 2 من سلسلة «كؤاسات المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية». تونس: المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية.

39 Benford, R.-D., Snow, D.-A. et Plouchard, N.-M. (2012). Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix*, 99(3), 217-255. <https://doi.org/10.3917/pox.099.0217>.

40 Jaballah, Sofiane, *op.cit.*

41 Badiou, Alain. *Métapolitique : Réflexions sur la pensée philosophique de l'existence politique*. Paris : Éditions du Seuil, 1998.

42 Entretien avec Saber Ammar (Membre de Stop Pollution-Gabès).

43 Zoé Vernin, « Gabès : "La petite Tchernobyl de Tunisie" revendique son droit de vivre », *Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES)*, 28 juin 2017, consulté le 20 décembre 2025.

44 *Idem*.

45 Entretien avec Saber Ammar (Membre de Stop Pollution-Gabès), *op. cit.*

46 Zoé Vernin, « Gabès : "La petite Tchernobyl de Tunisie" revendique son droit de vivre, *op. cit.*

par la coexistence de trajectoires militantes différenciées, qui ont joué un rôle structurant dans sa consolidation.⁴⁷ D'un côté, des militant.es environnementaux.ales non politisé.es, comme Nader Chekaya, engagé.es localement dans des associations de protection du littoral et du cadre de vie, ont apporté à la campagne une forte légitimité morale et un ancrage territorial solide.⁴⁸ De l'autre, des acteurs.trices disposant d'une expérience politique et d'un capital militant plus structuré, comme Khaireddine Debaya, engagé antérieurement dans des formes d'action politique et militante partisans, ont contribué à la formulation d'un discours cohérent, à la maîtrise des registres de dénonciation publique et à la capacité du mouvement à durer dans le temps.⁴⁹ Cette combinaison entre engagement environnemental non-partisan et savoir-faire politique constitue l'un des ressorts essentiels de la résilience de Stop Pollution-Gabès.

Dès ses premières années, la campagne privilégie un répertoire d'action pluraliste : marches citoyennes, sit-in, forums publics, interpellations symboliques de l'État central et campagnes de sensibilisation locales.⁵⁰ Une étape importante est franchie en mai 2013, avec l'organisation d'un sit-in à Tunis, devant le théâtre municipal, visant explicitement à déplacer la question de Gabès vers l'espace public national et à rompre l'isolement régional de la cause.⁵¹ La même année, la marche du 5 juin à Gabès rassemble plusieurs milliers de participant.es, confirmant l'élargissement de la base sociale de la mobilisation.⁵²

Au fil des années, la marche annuelle du 5 juin s'impose comme un rituel central de la campagne, devenant un moment de visibilité collective, de réaffirmation des revendications et de renouvellement du lien entre habitant.es, militants et militantes et sympathisants et sympathisantes.⁵³ À partir de 2015, Stop Pollution-Gabès élargit encore son registre en intégrant des formes d'expression culturelle (événements artistiques, performances

symboliques, débats publics), afin de toucher des publics plus larges et de renforcer la dimension sociale et identitaire de la mobilisation écologique.⁵⁴ Face aux épisodes d'asphyxie, Stop Pollution-Gabès s'est imposé en quelques semaines comme l'un des exemples les plus significatifs de ce que Charles Tilly et Sidney Tarrow appellent une campagne de mouvement social.⁵⁵ Loin d'être une simple réaction émotionnelle à une série d'asphyxies d'élèves ou à un épisode de pollution industrielle, la mobilisation s'est structurée autour d'un diagnostic partagé, d'un répertoire d'action étendu (marches et rassemblements de rue, sit-in, appels à la grève générale régionale, production continue de communiqués et de visuels de mobilisation, circulation de mots d'ordre et de hashtags unificateurs, et interpellations publiques des autorités à partir de décisions, normes et éléments de contre-expertise), d'alliances multi-sectorielles et d'un cadrage stratégique de la cause,⁵⁶ ce qui en fait un acteur collectif durable et cohérent dans la politique du conflit tunisienne. Dans la logique de Tilly et Tarrow, une campagne est une séquence de revendications publiques, coordonnées et répétées, visant un ou plusieurs détenteurs du pouvoir⁵⁷ ; c'est exactement ce qui s'est produit à Gabès à partir de septembre 2015.

Le collectif Stop Pollution a d'abord transformé un événement brutal : « l'asphyxie de dizaines d'élèves et d'habitant.es » en problème public, à travers un cadrage (framing) qui dépasse l'explication technique ou accidentelle de la fuite. Le diagnostic proposé par la campagne a immédiatement

54 *Idem.*

55 Charles Tilly et Sidney Tarrow, *La politique du conflit*, trad. Frédéric Joly (Paris : Armand Colin, 2016), p. 197.

56 L'étude de la campagne numérique de *Stop Pollution - Gabès* s'appuie sur l'analyse qualitative de l'ensemble des contenus publiés sur la page Facebook officielle du mouvement entre septembre et novembre 2015, période marquée par les épisodes d'asphyxie d'élèves à proximité du complexe chimique. Ce corpus, composé de plusieurs publications (textes, visuels, communiqués, appels à mobilisation), a été examiné à travers une analyse thématique de contenu permettant d'identifier les cadres d'interprétation mobilisés (diagnostic de la pollution, désignation de responsables, revendications, horizon alternatif). L'objectif n'est pas seulement de décrire les messages diffusés, mais de montrer comment cette campagne construit un récit collectif, légitime l'action protestataire et transforme un incident sanitaire local en cause publique.

57 Charles Tilly et Sidney Tarrow, *op.cit.*

47 Entretien avec Saber Ammar (Membre de Stop Pollution-Gabès), *op. cit.*

48 *Idem.*

49 *Idem.*

50 Zoé Vernin, « Gabès : "La petite Tchernobyl de Tunisie" revendique son droit de vivre », *op. cit.*

51 *Idem.*

52 *Idem.*

53 *Idem.*

identifié la source du mal : les unités polluantes du complexe chimique, la défaillance de l'État dans le contrôle des installations et la logique de développement sacrificiel imposée à la région depuis des décennies. En articulant ainsi responsabilités, victimes et causes structurelles, les militant.es ont déplacé l'interprétation du fait divers vers un conflit écologique, sanitaire et politique opposant la population locale à l'appareil industriel et au pouvoir central. À titre de contraste, d'autres « événements déclencheurs » en Tunisie ont suscité une indignation publique forte sans forcément se stabiliser en cause durable faute d'un acteur-campagne déjà structuré. Le cas de Mezzouna (gouvernorat de Sidi Bouzid) en avril 2025, après la mort de trois élèves suite à l'effondrement d'un mur dans un établissement scolaire, a produit des manifestations et une mise en cause publique des responsabilités, y compris au niveau central.⁵⁸ Mais, à la différence de Gabès où une campagne comme Stop Pollution dispose d'une mémoire militante, d'un langage commun et d'un répertoire coordonné, ce type de séquence peut perdre en capacité à se transformer en conflit public prolongé, cumulatif et outillé.

Ce cadrage, loin d'être abstrait, a permis d'élargir considérablement la base sociale de la mobilisation. En quelques jours, on observe une montée quantitative impressionnante : des milliers d'habitant.es dans les rues, une multiplicité de groupes, de quartiers et de catégories sociales représentées, des familles entières, des jeunes, des travailleurs.ses, des enseignant.es, des avocat.es, des groupes ultras (supporteurs des équipes sportives locales) et des associations. On voit également apparaître un nouveau type d'acteur au sein de la séquence : un profil d'« expert-citoyen » (notamment Saber Ammar,⁵⁹ ingénieur-activiste),

58 Présidence du Gouvernement (Tunisie). 2025. « Drame à Mezzouna : Profondément attristé, le président Saïed donne ses instructions pour déterminer les responsabilités ». *pm.gov.tn*, 15 avril 2025. Consulté le 21 décembre 2025. <https://pm.gov.tn/fr/article/drame-mezzouna-profondement-atriste-le-president-saied-donne-ses-instructions-pour>; Al Jazeera. 2025. « احتجاجات في تونس عقب وفاة 3 تلاميذ بانهييار سور مدرسة ». Al Jazeera, 16 avril 2025. Consulté le 21 décembre 2025. <https://www.aljazeera.net/news/2025/4/16/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A6%D8%A7%D8%AA-%D9%8A%D8%AA%D8%B8%D8%A7%D9%87%D8%B1%D9%88%D9%86-%D9%81%D9%8A-%D9%88%D8%B3%D8%B7-%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3>

59 Saber Ammar est un ingénieur géo-environnemental

capable de traduire des éléments techniques en langage mobilisateur, de produire une contre-expertise accessible et de relier la cause locale à des registres plus larges via les réseaux sociaux.

Dans la logique des “WUNC displays” (Worthiness : dignité et crédibilité, Unity : unité, Numbers : nombre, Commitment : Engagement) analysés par Tilly et Tarrow,⁶⁰ Stop Pollution a montré :

- La respectabilité de la cause (un droit fondamental : le droit de respirer),
- L'unité (un cadrage collectif : “أهالي قابس”, “قابس”, “تتحد”),
- Le nombre (manifestations massives, transclasses et transgénérationnelles),
- L'engagement (communautés locales mobilisées, répertoire d'action varié, continuité dans le temps).

Ce qui renforce le caractère de campagne plutôt que de simple protestation, c'est la multiplication coordonnée des actions : communiqués quotidiens, marches, sit-ins, appels au rassemblement, production d'infographies, documents rappelant la décision gouvernementale du 29 juin 2017 (annonçant le démantèlement du complexe chimique de Gabès et son remplacement par un projet alternatif, restée non appliquée), dénonciation des contradictions ministérielles, appels à une grève générale, publications d'alertes en temps réel lors de nouveaux cas d'asphyxie. La communication numérique joue un rôle central : elle unifie le langage visuel, fixe les mots d'ordre, impose la « mémoire du conflit » par la chronologie des incidents et la circulation d'images de foules. L'esthétique : masques à gaz, slogans « تنفس ولا موت » ou « نحب نعيش » visuels rouges, structure un espace symbolique qui agit comme un ciment identitaire.

engagé dans la cause écologique à Gabès et l'un des relais numériques les plus visibles de la séquence d'action collective étudiée, en particulier via ses publications sur LinkedIn (prises de position, appels à l'action, diffusion d'éléments techniques et de repères chronologiques sur la mobilisation). Les éléments mobilisés ici proviennent d'un entretien semi-directif réalisé par l'auteur et d'une analyse qualitative des publications LinkedIn de l'intéressé, conduites dans le cadre de cette recherche.

60 Tilly, Charles. *Les Mouvements sociaux, 1768-2004 : Des luttes locales à la politique globale*. Traduit par Laurent Jeanpierre. Paris : Seuil, 2006.

QUAND LA CENTRALE SYNDICALE CERTIFIE LA CAUSE : LE RÔLE DE L'UGTT À GABÈS

On peut lire l'apport de l'UGTT à Gabès très clairement à partir de la grille des WUNC displays proposée par Tilly et Tarrow (worthiness, unity, numbers, commitment).⁶¹ Le soutien de l'Union régionale à la campagne Stop Pollution, notamment lors de la grève générale du 21 octobre 2025⁶² qui a paralysé la ville et rassemblé une foule importante autour de la fermeture des unités polluantes, fournit au mouvement une infrastructure de mobilisation déjà constituée : sections professionnelles, réseaux d'entreprises, comités locaux. D'un point de vue de worthiness : dignité et crédibilité, la centrale syndicale apporte son capital historique de légitimité (héritage du mouvement national, rôle dans le 14 janvier, capacité à apparaître comme porte-parole du « peuple qui travaille »), ce qui crédibilise les revendications écologiques aux yeux d'une population longtemps socialisée à des répertoires plus classiques (emploi, salaires). Sur le plan de unity et de numbers : unité et nombre, l'UGTT est en mesure de transformer une indignation locale en arrêt quasi-total du travail et de l'activité commerciale, donnant à la protestation une visibilité massive que n'auraient pas des collectifs citoyens isolés. Enfin, du point de vue de commitment : engagement, la présence syndicale signale que l'enjeu écologique n'est pas un simple « coup de colère » mais s'inscrit dans une conflictualité durable, articulée à des enjeux de santé au travail, de justice sociale et de modèle de développement – ce que Pepicelli analyse plus largement comme l'émergence d'« éco-résistances » en Tunisie.⁶³

Politiquement, cette alliance est paradoxale et intéressante : Stop Pollution se revendique apolitique au sens partisan (pas de référence aux partis, pas de remise en cause frontale du régime

ni de la question démocratique), tout en menant, avec l'appui de l'UGTT, une politisation au sens fort de la sociologie politique : mise en cause d'une politique publique (le modèle chimico-industriel), désignation de responsables, production de contre-expertise, usage de la grève générale comme répertoire de contestation. L'enjeu n'est plus de réclamer du travail à un complexe chimique premier employeur de la région, mais de contester le type de développement qu'il incarne ; en ce sens, la contribution de l'UGTT fait basculer la mobilisation de Gabès dans un registre de conflit à la fois environnemental et socio-économique, où la défense du « droit à un environnement sain » devient un nouveau langage de la justice sociale.

Ainsi, cette organisation d'action collective s'inscrit clairement dans la dynamique des nouvelles campagnes de mouvements sociaux en Tunisie. Contrairement aux protestations centrées historiquement sur le travail, l'emploi ou la marginalisation socio-économique, Stop Pollution rompt avec la logique classique de l'échange entre développement industriel et sécurisation économique. Il affirme explicitement un horizon où la vie prime sur l'emploi, où la dignité écologique devient un droit fondamental, et où le modèle de développement basé sur la chimie lourde et la pollution est rejeté. La revendication ne porte plus sur l'accès au travail mais sur le refus d'un travail, et d'une croissance, qui tuent. Cette rupture est décisive : elle fait basculer la contestation écologique de Gabès dans la catégorie des mouvements socio-écologiques alternatifs, porteurs d'un projet de société fondé sur la justice environnementale, la santé publique et la souveraineté écologique.

61 Tilly et Tarrow, les mouvements sociaux, op, cit.

62 الجزيرة نت، 2025. « إضراب عام ومسيرة غاضبة بقابس التونسية » <https://www.aljazeera.net/>, 21 أكتوبر 2025.

63 Pepicelli, R., 2021. « 'People Want a Clean

DE « MANICH MSAMEH » À « STOP POLLUTION-GABÈS » : DEUX CAMPAGNES, DEUX HORIZONS POLITIQUES

À bien des égards, Stop Pollution-Gabès se distingue profondément d'une campagne telle que Manich Msameh.⁶⁴ Cette dernière relevait d'une campagne de mouvement social à caractère défensif, typique d'une mobilisation « réactionnelle » au sens de Tilly et Tarrow : elle surgit pour empêcher un retour en force de l'ancien régime par une loi de réconciliation économique favorable aux élites corrompues.⁶⁵ Son objectif était ciblé, circonscrit, et essentiellement ad hoc : bloquer un projet politique précis sans pour autant proposer un modèle alternatif de gouvernance.⁶⁶ Sa politisation était explicite et classique : présence de militant.es, d'associations, parfois de partis, confrontation directe avec les institutions, opposition frontale à la présidence et au gouvernement, mais sans horizon programmatique plus large.⁶⁷

À l'inverse, Stop Pollution-Gabès ne se structure pas autour d'une opposition politique déclarée ni d'une confrontation institutionnelle partisane. Le mouvement affiche même une forme de dépolitisation stratégique (pas de partis, pas de mots d'ordre sur le changement de régime, pas de revendications liées à l'emploi alors que le Groupe chimique est le premier employeur local). Pourtant, cette « dépolitisation » sert en réalité à repolitiser autrement : non pas le régime, mais les choix de développement, non pas la démocratie institutionnelle, mais le droit à la vie, à la santé et à un environnement non toxique. Alors que Manich Msameh cherchait à empêcher un retour au passé, Stop Pollution – Gabès porte un projet de transformation radicale, un horizon alternatif de modèle socio-économique : la sortie du productivisme polluant comme horizon d'avenir. Moins politisé dans sa forme, Stop Pollution est en réalité beaucoup plus politique dans son fond : il ne se contente pas de s'opposer à une loi ou à un gouvernement, il conteste tout un régime de production de la vie sociale, celui qui sacrifie les habitant.es au nom d'une rentabilité industrielle

Au terme de ce processus, ce qui aurait pu rester une mobilisation émotionnelle et momentanée s'est solidifié en campagne stratégique visant des changements structurels : démantèlement des unités polluantes, enquêtes indépendantes, responsabilisation politique, droit à la santé, et surtout émergence d'un modèle socio-économique alternatif compatible avec la vie. À travers son action, Stop Pollution illustre parfaitement ce que Tilly et Tarrow décrivent comme la politique du conflit : un affrontement structuré entre des citoyen.nes organisé.es et des acteurs institutionnels autour de la définition légitime de l'intérêt public.⁶⁸ Gabès, dans cette trajectoire, ne réclame pas seulement de respirer : elle propose une vision différente du développement, fondée non sur l'industrie toxique mais sur une écologie sociale qui refuse de sacrifier la population au nom de la croissance.

Conclusion

La séquence ouverte à Gabès à l'automne 2025 montre que l'on ne peut plus saisir les mobilisations locales uniquement à partir des vieux schèmes de la « protestation sociale » pour l'emploi ou contre la cherté de la vie. En transformant un épisode aigu de pollution, des asphyxies d'élèves, des fuites de gaz, une panique sanitaire, en campagne de mouvement social structurée, Stop Pollution-Gabès donne à voir une recomposition profonde de la culture contestataire tunisienne. La campagne ne surgit ni dans le vide, ni sur le seul registre de l'émotion : elle s'inscrit dans une histoire longue d'injustice environnementale documentée par la recherche, dans des décennies de sacrifices imposés au nom de l'industrialisation, et dans un sentiment durable de relégation territoriale. C'est parce que ce « déjà-là » scientifique, sanitaire et social existe que l'événement de 2025 peut fonctionner comme bifurcation et non comme simple fait divers.

L'analyse a montré que Stop Pollution-Gabès répond aux critères d'une campagne de mouvement social au sens de Tilly et Tarrow : séquence de revendications publiques continues, cadrage cohérent du problème,

64 Jaballah, Sofiane, op.cit.

65 Idem

66 Idem

67 Idem

68 Tilly et Tarrow, la politique du conflit, op, cit.

désignation d'adversaires, répertoire d'action diversifié, alliances multi-sectorielles, inscription dans la durée. Le travail de cadrage est central : diagnostic d'un modèle de développement toxique, identification de responsables (complexe chimique, choix étatiques, déni institutionnel), formulation d'un horizon alternatif fondé sur le droit à la vie, à la santé et à un environnement non mortifère. Cette opération de framing permet de passer d'une indignation localisée à une cause partagée, trans-classe et trans-générationnelle, dont les slogans, les visuels et les hashtags fixent la grammaire (« nous voulons vivre », « Gabès s'asphyxie », « démanteler les unités »). Loin d'être « apolitique », cette campagne repolitise autrement : non pas en se positionnant sur l'axe classique régime/opposition, mais en contestant le cœur des politiques publiques de développement.

La comparaison avec Manich Msameh éclaire cette spécificité. Là où Manich Msameh visait un objectif défensif et ad hoc, empêcher une loi de réconciliation perçue comme un retour des élites corrompues, Stop Pollution-Gabès porte un projet de transformation radicale du modèle socio-économique. Moins politisé en apparence (absence de partis, de mots d'ordre sur le changement de régime, revendication d'« apolitisme »), le mouvement est en réalité plus politique dans son contenu : il ne conteste pas seulement un texte de loi ou un gouvernement, mais un régime de production du social qui accepte la maladie et la mort comme externalités ordinaires de la croissance. La revendication ne porte plus sur « plus d'emplois » dans un complexe chimique premier employeur de la région, mais sur le refus d'un emploi et d'une richesse qui tuent. En ce sens, Gabès propose une bifurcation écologique de la contestation.

Le rôle de certains acteurs collectifs et individuels, comme l'UGTT régionale et des figures civiques, apparaît décisif dans cette transformation. La centrale syndicale confère au mouvement un surcroît de légitimité, de capacité d'organisation et de puissance numérique, en certifiant que la cause écologique relève aussi de la justice sociale et du monde du travail. De son côté, un ingénieur-activiste comme Ammar incarne la montée en puissance d'un leadership expert qui articule contre-expertise scientifique, indignation

morale et répertoires numériques, reliant l'échelle locale à des registres transnationaux de justice environnementale. Ensemble, ces ressources prolongent le conflit au-delà du moment de crise, le traduisent en campagne d'un mouvement social et lui donnent une épaisseur stratégique qui dépasse largement la seule réaction à l'événement.

Enfin, la trajectoire de la relation entre Stop Pollution-Gabès et la présidence de la République montre comment un conflit socio-écologique peut reconfigurer les lignes de la légitimité politique. En ouvrant la « boîte de Pandore » par un second discours qui criminalise implicitement la mobilisation, le président rompt symboliquement avec une partie de la population de Gabès qui voyait encore en lui un possible allié. Celui qui se disait porteur de la volonté populaire devient, pour beaucoup, l'incarnation d'un État qui persiste à asphyxier une région au nom de la rentabilité industrielle. La politisation se déplace alors : du modèle de développement vers la figure présidentielle elle-même, sans que le mouvement ne bascule pour autant dans une opposition partisane classique. C'est là l'un des apports majeurs de ce cas : montrer comment, dans la Tunisie post-2011, la conflictualité écologique devient un nouveau langage du politique, capable de déplacer les frontières entre gouvernants et gouvernés, entre « peuple » et « élites », entre centre et périphérie.

Cet article invite à considérer Gabès non comme une « exception écologique », mais comme un laboratoire socio-politique. Il suggère que les futurs conflits centraux ne porteront peut-être plus d'abord sur le partage du pouvoir institutionnel ou sur la seule question de l'emploi, mais sur la possibilité matérielle de vivre, de respirer et de rester sur place. Autrement dit, la lutte de Gabès ne réclame pas seulement la fermeture d'unités polluantes : elle met en scène, au présent, une bataille pour définir ce que « vivre dignement » signifie dans une Tunisie traversée par la crise climatique, les inégalités territoriales et l'épuisement des modèles de développement hérités.

Au-delà de l'analyse rétrospective, la séquence ouverte par Stop Pollution-Gabès invite à une projection prudente mais sociologiquement fondée. Par sa structuration horizontale, son

inscription territoriale profonde et la nature même de ses revendications, la campagne semble porteuse d'un horizon stratégique difficilement neutralisable par les instruments classiques du pouvoir. Revendiquer le droit de respirer, de vivre sans maladie et sans mort prématurée, ne renvoie ni à une idéologie ni à une doctrine religieuse, il s'agit d'une exigence vitale, transversale, qui excède les clivages politiques ordinaires et échappe aux dispositifs habituels de délégitimation. Forte de plus d'une décennie d'expérience militante, de savoirs accumulés, de mémoire des promesses non tenues et de pratiques de mobilisation éprouvées, Stop Pollution-Gabès ne se contente plus de réagir aux crises ; elle anticipe, documente, organise et inscrit le conflit dans la durée. Face à un système politique qui multiplie les tactiques de court terme sans proposer de stratégie crédible de sortie du modèle extractiviste, la campagne dessine progressivement un futur possible : celui d'une ville affranchie du complexe chimique, non comme utopie abstraite, mais comme trajectoire construite par la praxis collective. En ce sens, Gabès avance, lentement, « conflictuellement », mais résolument, vers la reconfiguration de son destin urbain, écologique et social, faisant de la justice environnementale non plus une revendication marginale, mais un principe organisateur du devenir politique local.

À propos de l'Arab Reform Initiative

L'Arab Reform Initiative est un groupe de réflexion arabe indépendant qui travaille avec des partenaires experts au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà afin de définir un programme local en faveur du changement démocratique et de la justice sociale. Il mène des recherches et des analyses politiques et offre une tribune à des voix inspirantes, sur la base des principes de diversité, d'impartialité et d'égalité des sexes.



contact@arab-reform.net
Paris - Beirut - Tunis